de la ville, mais c'est quand même une obligation de vous trouver une place.

Toutes ces transformations ont un point commun : soit elles servaient les intérêts économiques de la nation, soit elles avaient un sens pour la santé de la nation ou sur le bien être des enfants. Ce n'est donc pas explicitement dans l'intérêt spécifique de l'avancement de l'égalité entre les hommes et les femmes. Tout ce qui touche au pouvoir symbolique du masculin, les pasteurs féminins, les mariages entre les homosexuels, le libre choix du nom après le mariage, ou une législation plus libre quant au divorce ou la législation sur l'égalité entre les sexes, n'aboutissaient qu'à la fin des années 80. Ces lois là ont eu un résultat en termes d'avancement d'égalité, mais ce n'était pas leur objectif fixé au départ.

Dans les années 80 la discussion change un peu sur la différence des sexes. Elle n'est plus aussi conciliante puisqu'elle commence à remettre en cause des choses plus symboliques et qui touchent plus clairement le pouvoir. La loi sur l'égalité des chances a été votée en 1987 comme le résultat de ces discussions et elle a plusieurs objectifs, notamment de pourvoir l'égalité et de combattre la discrimination sexuelle directe ou indirecte. Toute entreprise de plus de 30 salariés devrait avoir un plan d'action pour la promotion à l'égalité des sexes, mais en réalité c'est rarement le cas. Les employeurs, les entreprises préfèrent ignorer ce passage de la loi.

Même si l'Etat est le partenaire numéro un des femmes dans cette bataille, j'aimerais quand même insister sur le fait que la normalisation du travail professionnel des femmes sur le marché de l'emploi n'a pas effacé les différences de sexes et l'Etat n'a pas réussi à garantir la même citoyenneté sur le marché de l'emploi, ni effacer les handicaps pour les femmes. Il y a même certains effets boomerang : certaines allocations, comme le soin au domicile, démontrent à quel point il est difficile, même dans un Etat providence avancé, de régler la tension entre travail salarié des femmes et la maternité, entre l'égalité et la différence des sexes, et cela malgré des idéologies égalitaires. Je veux dire que dans une réalité qui est hiérarchisée entre les sexes, les systèmes neutres qui visent à augmenter l'égalité peuvent en pratique produire et reproduire des inégalités, les maintenir ou hélas même les approfondir.

Les recherches finlandaises et suédoises montrent bien comment cette question de travail-famille et la gestion des deux reste une affaire de femmes, individuellement et collectivement, alors que cela devrait être l'affaire des deux sexes, puisque les enfants, à moins qu'on me prouve le contraire, ont deux parents. Pourquoi un effet boomerang ? Parce que ces congés parentaux qui étaient des mesures neutres idéologiquement, s'adressant aux deux parents, ont fini par renforcer la responsabilité des mères quant aux soins des enfants. En Finlande, cela a abouti à de nouvelles normes sur la maternité. Maintenant on considère qu'une bonne mère prend ses congés et reste à la maison les trois premières années de l'enfant. Et du coup, cela se traduit par une libération de la responsabilité des hommes en tant que pères aussi.

Paradoxes du "paradis scandinave"

Comme j'entends souvent dire en France que le modèle scandinave doit être un vrai paradis, je voudrais dire que je trouve que ce modèle est plutôt paradoxal. D'un côté il élimine les écarts entre les sexes et de l'autre il peut parfois les renforcer. En ce moment, l'Etat providence est passé à la loupe en Finlande et subit une réorganisation. Ce qui se passe, c'est qu'on cherche à trouver des solutions moins coûteuses pour les services sociaux. Cette rupture et ces critiques viennent plutôt d'une élite économique masculine que des femmes elles-mêmes. Elles sont de plus en plus envisagées comme un problème politique que comme une ressource pour la nation. Il y a deux ou trois ans le ministre de l'économie et de la famille a dit que cela coûtait cher de garder les femmes au travail, et qu'on pouvait faire ce même travail à la maison gratuitement. Mais quand on réfléchit à qui va faire ce travail, c'est assez évident.

En ce moment les politiques récentes tendent à réduire les dépenses de l'Etat providence, donc vers le travail des femmes moins cher, moins professionnel, moins de formation, et on vise la diminution même radicale du secteur public et de ses services. Si cela se produit, cela voudrait dire une transformation également pour la force de travail féminine, puisque ce sont majoritairement les femmes qui y travaillent.

J'aurais envie de dire que l'Etat est devenu trop amical envers les femmes même pour le système scandinave, et il devient l'objet d'une redéfinition sociale et peut de moins en moins représenter une voie privilégiée vers l'égalité pour les femmes. J'ai envie de rajouter que le combat n'est pas perdu d'avance, parce que les femmes finlandaises n'ont jamais eu autant de pouvoir qu'en ce moment, par leur présence au parlement, dans l'encadrement du secteur publique comme privé. Je ne vois pas comment elles pourraient accepter de "rentrer à la maison" et de "faire le travail gratuitement". Je pense que cela va être une bataille serrée mais non perdue d'avance.

L'exemple de la Finlande montre bien que l'égalité entre les hommes et les femmes au travail, rien n'est jamais acquis, c'est une construction permanente. C'est un peu comme les tâches domestiques : il faut bien faire la vaisselle tous les jours.

Pour conclure, je dirais qu'une organisation sociale plus égalitaire en Finlande, tout comme en France d'ailleurs, n'est possible qu'à condition que le travail des soins ménagers et familiaux soit considéré comme le lot des hommes également. Pour arriver à un réel partage des responsabilités, il est nécessaire d'améliorer la situation des femmes dans les sphères professionnelles, c'est-à-dire diminuer les écarts de salaires, de carrières, pour qu'elles puissent négocier à armes égales avec leurs partenaires leurs choix de vie. Pour que la conciliation entre vie familiale et vie sociale devienne enfin l'affaire des deux parents et non des mères. En Finlande, les femmes disent que tant que les politiques ne renforcent pas les responsabilités des hommes en tant que pères, à travers des congés de paternité obligatoires et plus longs par exemple, on n'avancera pas dans l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. En quelque sorte, la balle est dans le camp des hommes.